

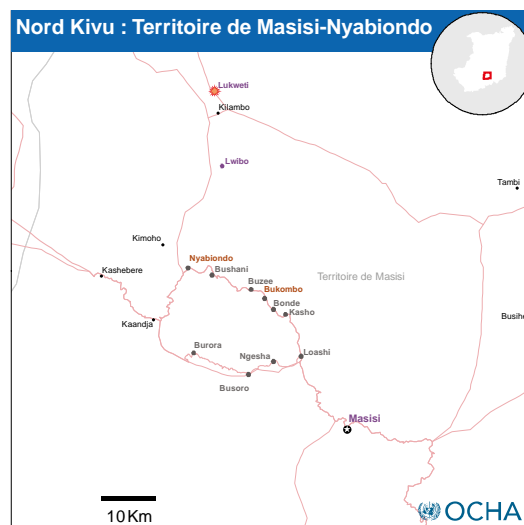
Faits saillants

- Les populations retournées de Mbau (Beni) inquiètes suite à de nouveaux enlèvements et assassinats de civils.
- 30 000 personnes déplacées en quête de protection au nord-ouest de Masisi.
- 70 000 personnes ciblées pour des distributions alimentaires au Nord-Kivu

Contexte général

Dans le Territoire de Beni, la population retourne progressivement vers les localités situées le long de l'axe Mbau – Kamango. Les autorités locales estiment ce retour à près de 60% des habitants de la région, cependant, depuis fin mars – début avril, de nouveaux enlèvements et assassinats de civils ont été répertoriés dans la zone de Mbau, poussant les personnes retournées à se déplacer à nouveau. Le 7 avril, six personnes qui se trouvaient dans leurs champs près de la localité de Totolito à 17km de Mbau, ont été prises en otages et abattues par des hommes armés présumés appartenir au groupe armé *Allied Democratic Forces* (ADF). Selon l'ONG IEDA Relief, sur 428 ménages retournés dans la zone depuis le début du mois de mars 2014, 320 ménages viennent de se déplacer à nouveau vers Mbau et Oicha, à cause de l'insécurité. Les opérations militaires menées par l'armée nationale contre les ADF se poursuivent actuellement au nord de l'axe Mbau – Kamango.

De nombreux rapports font état de graves exactions commises par les forces et groupes armés à l'encontre des populations civiles. Une trentaine de femmes auraient été violées dans la localité de Bwito le 8 avril tandis que de nombreux cas d'arrestations arbitraires et de transport forcés sont régulièrement rapportés dans la zone. Depuis mi-février, les opérations militaires menées par les FARDC contre les APCLS au nord-ouest de Masisi centre (axe Bukombo – Nyabiondo – Lwibo – Lukweti) ont poussé plus de 30 000 personnes à fuir leurs habitations. La zone comptait déjà plus de 5 000 personnes déplacées dans des sites et camps alors que le Territoire de Masisi regroupe le plus grand nombre de personnes déplacées internes dans la province (329,857 PDI à la fin mars). Après la prise du bastion APCLS à Lukweti par les FARDC, la population a amorcé un retour timide mais la poursuite des opérations militaires contre ce groupe dans la zone limite fortement les retours.



Source(s): RGC, UNOCHA et Partenaires
Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte. Date de création: 22 avril 2014.

Besoins et réponse humanitaires

Sécurité alimentaires

- Le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires ont entamé, lundi 14 avril 2014, des distributions alimentaires dans les sites se trouvant autour de Goma en faveur des déplacés internes identifiés comme « très vulnérables à l'insécurité alimentaire » suite à une récente enquête. Les résultats de cette enquête rapportent que 27% des personnes déplacées (71 300 individus) sur 33 sites évalués se trouvent en situation de vulnérabilité alimentaire « élevée ». L'enquête a été initiée afin de trouver de nouvelles stratégies d'assistance alimentaire dans les sites de déplacés dans un contexte où les ressources financières se font de plus en plus rares et où l'assistance alimentaire fournie, depuis plus de 5 ans sous forme de distributions générales de vivres, n'apporte pas de solutions durables aux besoins réels des déplacés de longue durée. Le PAM et ses partenaires prévoient de distribuer au total 200 tonnes de vivres aux personnes déplacées vulnérables sur les 33 sites sous forme de demi-ration mensuelle pendant une période de trois mois.



Site de déplacés de Bulengo, périphérie de Goma (OCHA/Imane Cherif)

Besoins non couverts

Santé

- Les experts sanitaires s'inquiètent des proportions que prend la grève générale des infirmiers et infirmières démarrée depuis quelques mois dans tous le pays. Cette situation touche toutes les structures sanitaires publiques et impacte encore plus fortement les zones déjà faiblement appuyées. Au-delà de l'absence de personnel soignant, les risques sont importants suite au manque de collecte de données et de surveillance des risques d'épidémies. Dans le sud du Territoire de Masisi, l'ONG MERLIN rapporte de nombreux cas de diarrhée dont six décès dans le centre de santé de Bukumbirire. Cette structure figure parmi les trois aires de santé sans appui au sud de Masisi centre et la grève du personnel soignant risque d'aggraver la situation. Idem au nord-ouest du Territoire de Lubero où, depuis le 9 avril, les infirmiers de la zone de Manguredjipa ont déclaré un mouvement de grève illimitée pour réclamer le paiement de leurs salaires. La campagne de vaccination qui doit démarrer ce jour jusqu'au 28 avril dans tout le pays risque d'être perturbée par la grève générale.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo
Annarita Marcantonio, Chef de bureau a.i, OCHA Nord-Kivu, marcantonio@un.org, tél. +243 81 70 61 343
Imane Cherif, Chargée d'information publique, cherif1@un.org, OCHA Nord-Kivu, tél. +243 999 309 956
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 81 70 61 295
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net